

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
G/AG/NG/S/18
16 octobre 2000

(00-4272)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

FONCTIONNEMENT DE LA CATÉGORIE VERTE

Questions soulevées par les Membres dans des documents de la série AER
et dans les communications présentées avant Seattle

Compilation du Secrétariat

Introduction

1. À la troisième session extraordinaire du Comité de l'agriculture des 28 et 29 septembre 2000, il a été demandé au Secrétariat d'élaborer une note d'information contenant une compilation des questions relatives au fonctionnement de la catégorie verte sur la base des documents pertinents de la série AER et des communications présentées par les Membres avant Seattle. Le présent document a été élaboré en réponse à cette demande.
2. La partie II du présent document indique les principales questions soulevées par les Membres qui ont présenté des communications écrites dans le cadre du processus d'analyse et d'échange de renseignements et avant Seattle. Pour pleinement saisir les observations de chaque Membre concerné, il convient de consulter les documents originaux. Il est à noter que les observations reproduites ci-après reflètent la position du Membre concerné. Le document ne préjuge pas des vues des autres Membres sur l'une ou la totalité des observations auxquelles il fait référence.
3. Dans l'annexe du présent document figure une liste des documents pertinents communiqués par les Membres lors du processus d'analyse et d'échange de renseignements (AER) et de la préparation de la Conférence ministérielle de Seattle.
4. Le Président a fait rapport au Comité de l'agriculture sur les discussions relatives aux questions soulevées dans le cadre du processus AER. Les rapports du Président figurent dans les rapports succincts du Secrétariat sur les réunions du Comité (G/AG/R/11-R/20 et G/L/322). Ces rapports devraient également être examinés pour permettre une meilleure compréhension des questions soulevées et favoriser le débat entre les Membres.

Table des matières

Groupe de Cairns (WT/GC/W/156, 23 mars 1999)	3
Canada (déclaration publique, 18 août 1999).....	3
Cuba, Égypte, El Salvador, Honduras, Ouganda, République dominicaine, Sri Lanka et Zimbabwe (WT/GC/W/374, 7 octobre 1999)	3
Brésil (23-24 novembre 1998)	3
Communautés européennes (WT/GC/W/273, 27 juillet 1999)	3
Inde (23-24 novembre 1998).....	4
Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande (WT/GC/W/331, 22 septembre 1999)	4
Jamaïque (WT/GC/W/370, 5 octobre 1999)	4
Japon (24 mars 1999 - pour distribution).....	4
Japon (WT/GC/W/220, 28 juin 1999)	5
Corée (WT/GC/W/170, 12 avril 1999)	5
Norvège (2 février 1999).....	5
Turquie (12 avril 1999)	5
États-Unis (WT/GC/W/290, 27 juillet 1999)	5
Australie (AIE/4, 16 mai 1997)	5
Australie (AIE/27, 5 juin 1998)	6
Australie (AIE/35, 4 septembre 1998)	7
Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, République slovaque et Slovénie (AIE/45, 18 novembre 1998)	7
El Salvador, Cuba, Honduras, République dominicaine, Pakistan, Sri Lanka et Zimbabwe (AIE/70, 2 septembre 1999)	8
Canada (AIE/23, 2 juin 1998)	9
Maurice (AIE/51, 10 mars 1999)	10
Norvège (AIE/22, 2 juin 1998)	10
Norvège (AIE/68, 19 septembre 1999)	10
États-Unis (AIE/19, 4 mars 1998)	11
États-Unis (AIE/38, 15 septembre 1998)	12
États-Unis (AIE/64, 22 juin 1999)	13
Annexe 1	14

**QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES MEMBRES DANS LE CADRE DU PROCESSUS D'ANALYSE ET D'ÉCHANGE DE
RENSEIGNEMENTS ET DE LA PRÉPARATION DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**

Pays	Observations
Groupe de Cairns (WT/GC/W/156, 23 mars 1999)	Les négociations de 1999 doivent déboucher sur des réductions importantes du soutien interne pour tous les produits agricoles. Il faut éliminer toutes les subventions internes ayant des effets de distorsion sur le commerce et autoriser uniquement les formes de soutien qui n'ont pas de tels effets. On examinera de près les compensations au titre de la suppression du soutien des prix et le Groupe de Cairns s'efforcera d'obtenir que les mesures de soutien des revenus ou autres mesures de soutien interne soient ciblées, transparentes et entièrement découplées, afin qu'elles ne faussent pas la production et les échanges.
Canada (déclaration publique, 18 août 1999)	Le Canada demandera: <ul style="list-style-type: none"> - l'imposition d'un plafond pour l'ensemble des types de soutien interne (catégories verte, bleue et orange); - l'examen des critères de la catégorie verte pour s'assurer que les mesures de soutien de cette catégorie ne faussent pas le jeu de la production et des échanges; et - la reconnaissance internationale permanente du fait que ce soutien ne doit pas faire l'objet d'une mesure compensatoire.
Cuba, Égypte, El Salvador, Honduras, Ouganda, République dominicaine, Sri Lanka et Zimbabwe (WT/GC/W/374, 7 octobre 1999)	Les mesures de la catégorie verte doivent être réexaminées. La définition des mesures "qui faussent les échanges de façon minime" doit être clarifiée. Diverses mesures de soutien, comme les versements directs découplés et les crédits et garanties à l'exportation, qui ont pour effet d'accroître la production, doivent être retirées de la catégorie verte et classées, respectivement, dans la catégorie MGS et dans celle des subventions à l'exportation. Les subventions de la catégorie verte devraient être limitées à un certain pourcentage des coûts de production, lequel devrait être plus élevé pour les pays en développement.
Brésil (23-24 novembre 1998)	Le Brésil juge nécessaire de réviser ce que l'on appelle la catégorie verte afin de traiter de manière appropriée une grande partie des préoccupations légitimes relatives à l'agriculture. Il faut souligner que les dispositions relatives à la catégorie verte peuvent fournir les éléments nécessaires au traitement des considérations autres que d'ordre commercial.
Communautés européennes (WT/GC/W/273, 27 juillet 1999)	Il est essentiel de faire en sorte que les progrès concernant les questions d'ordre commercial ne portent pas atteinte à la capacité des personnes employées dans l'agriculture à fournir des biens collectifs, en particulier tout ce qui est de l'environnement (y compris la lutte contre la désertification) et du maintien de la vitalité des zones rurales. Les mesures d'aide directe ayant une incidence nulle ou minime sur le commerce ont un rôle important à jouer dans ce contexte.

Pays	Observations
Inde (23 et 24 novembre 1998)	La seule façon de tenir compte des préoccupations non commerciales des pays en développement est d'accorder à ces pays une certaine flexibilité en modifiant comme il convient les dispositions de l'Accord sur l'agriculture, en particulier dans le domaine du soutien interne et des mesures de la catégorie verte. Par exemple, il serait important de reconnaître que le niveau <i>de minimis</i> de 10 pour cent actuellement prévu dans le cadre de la MGS ne suffit pas toujours aux pays en développement pour fournir le type de soutien nécessaire à la lutte contre la pauvreté et au maintien de l'emploi rural. De surcroît, des directives spécifiques devront être formulées concernant la façon de compenser des taux d'inflation et une dévaluation de la monnaie excessifs. Par ailleurs, divers aspects des mesures de la catégorie verte devront peut-être être réexaminés en vue d'accorder un certain degré de flexibilité aux pays en développement. Par exemple, les restrictions concernant la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire et l'aide alimentaire intérieure ne semblent pas être entièrement réalistes étant donné qu'il n'est pas toujours possible d'exiger l'application d'un critère rigoureux définissant les conditions auxquelles est subordonnée la distribution de céréales vivrières subventionnées, en particulier du fait de la dispersion géographique des segments vulnérables de la société.
Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande (WT/GC/W/331, 22 septembre 1999)	Les critères qui régissent les mesures de soutien de la "catégorie verte" visées à l'Annexe 2 de l'Accord devront être revus pour faire en sorte que ces mesures respectent la prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur la production et les échanges doivent être nuls ou, au plus, minimes, et qu'elles doivent répondre convenablement aux besoins des pays en développement en matière de commerce, de financement et de développement.
Jamaïque (WT/GC/W/370, 5 octobre 1999)	<p>La faiblesse des disciplines en ce qui concerne le soutien interne et, en particulier, le fonctionnement du concept de la "catégorie verte" laisse penser qu'il faut un contrôle rigoureux pour déterminer si les programmes satisfont aux critères d'admissibilité, à savoir l'absence d'effet sur la production et le commerce. Les pays en développement ont été très préoccupés par la possibilité que l'expansion de certaines catégories de programmes de soutien interne exécutés par certains Membres de l'OMC n'entraîne un accroissement de la production et de la concurrence sur les marchés d'importation et d'exportation.</p> <p>La Jamaïque propose que les Membres conviennent qu'il faudrait subordonner l'utilisation des mesures de soutien de la "catégorie verte" à des disciplines plus rigoureuses pour faire en sorte que ces mesures demeurent exemptes, comme il est prévu, d'effet de distorsion sur la production et sur les échanges. Les Membres de l'OMC devraient ménager aux pays en développement la flexibilité nécessaire pour recourir à des programmes de soutien interne conformément à des objectifs propres en matière de développement national, tels que la lutte contre la pauvreté, la commercialisation, le transport, ainsi que le respect des normes de qualité et des règlements sanitaires et phytosanitaires.</p>
Japon (24 mars 1999 - pour distribution)	La conséquence de l'établissement d'une "catégorie verte" dans le cadre d'un engagement de réduction du soutien interne est que les politiques de soutien interne de chaque pays déboucheront sur des politiques exemptes d'effet de distorsion sur le commerce. La réduction du champ de la "catégorie verte" sera un mauvais signal pour le processus de réforme agricole de chaque pays.

Pays	Observations
Japon (WT/GC/W/220, 28 juin 1999)	Étant donné l'impossibilité de revoir cette classification [en catégorie "verte", "bleue" et "orange"] en profondeur et d'éliminer complètement l'effet de distorsion de la "catégorie verte" sur les échanges, il convient de conserver le cadre actuel et de réexaminer les conditions requises et la portée des mesures "vertes" compte tenu des résultats de la mise en œuvre des précédents accords en vue de faciliter une transition en douceur vers une politique axée sur le marché.
Corée (23-24 novembre 1998)	Certaines prescriptions relatives aux mesures de la catégorie verte qui figurent à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture devraient être améliorées de façon à refléter de manière plus adéquate le caractère multifonctionnel de l'agriculture et les considérations autres que d'ordre commercial.
Corée (WT/GC/W/170, 12 avril 1999)	Les critères applicables aux mesures de la catégorie verte nécessitent une approche plus souple et plus graduelle.
Norvège (2 février 1999)	Les mesures de la catégorie verte pourraient dans une large mesure être la solution dans les zones de production à fort potentiel. Toutefois, dans les zones à faible potentiel, telles que la Norvège, il pourrait être nécessaire d'appliquer une combinaison de mesures.
Turquie (12 avril 1999)	En ce qui concerne les mesures de la catégorie verte, il pourrait être envisagé d'apporter des améliorations au texte de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, du point de vue des pays en développement.
États-Unis (WT/GC/W/290, 27 juillet 1999)	<p>Les États-Unis proposent que les négociations sur l'agriculture débouchent sur des réductions substantielles du soutien qui fausse les échanges et sur des règles renforcées garantissant que toutes les mesures de soutien liées à la production soient soumises à des disciplines, tout en préservant les politiques de la "catégorie verte" fondées sur des critères qui peuvent fournir un soutien à l'agriculture en réduisant au minimum les distorsions des échanges.</p> <p>Les critères énoncés à l'Annexe 2 ("catégorie verte") ont permis aux Membres d'accorder un soutien approprié et légitime aux agriculteurs, d'une manière réduisant au minimum les distorsions des échanges tout en reconnaissant le rôle important de l'agriculture dans les économies des Membres. Les résultats de ces négociations devraient garantir que les exemptions de la "catégorie verte" continuent à servir les objectifs essentiels qui consistent à réduire au minimum le lien entre le soutien et la production aux moyens de politiques définies de façon appropriée.</p>
Australie (AIE/4, 16 mai 1997)	D'après les résultats obtenus à ce jour dans la mise en œuvre de mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées, les administrations nationales semblent avoir quelques difficultés à élaborer ou à définir des programmes de soutien à l'agriculture qui soient conformes aux disciplines prévues par l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, d'après les critères contenus dans cet accord. Un bilan préliminaire de la situation à ce jour sur la base des notifications donnerait à penser qu'il y aurait une certaine confusion quant aux mesures de soutien interne visées à l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture et celles qui sont indiquées au paragraphe 10 de l'Annexe 2.

Pays	Observations
<p>Australie (AIE/27, 5 juin 1998)</p>	<p>Lorsque l'on réexaminera le cadre des disciplines régissant le soutien interne et jettera les bases de la réforme future, on devra étudier une question déterminante, celle de savoir si les mesures identifiées au titre de la catégorie verte ont bien des effets de distorsions nuls ou minimales. Peu d'analyses ont porté sur la façon dont les mesures de la catégorie verte en vigueur affectent effectivement le niveau de la production et des échanges, que ce soit en théorie ou dans la pratique. Si l'on veut que ces mesures demeurent une composante du cadre en question, il faudra veiller à ce que les mesures admissibles soient ciblées, transparentes et ne faussent pas la production ni les échanges; sinon, l'utilisation par les Membres de mesures de la catégorie verte compromettra les avantages découlant de la réforme d'autres subventions intérieures. L'élaboration d'une définition plus claire et plus stricte des mesures acceptables sera essentielle pour assurer que les subventions de la catégorie verte atteignent leurs objectifs sans effet de distorsions sur les échanges.</p> <p>Depuis que l'Accord sur l'agriculture est entré en vigueur, les Membres ont adopté toute une série de mesures qui, ont-ils affirmé, correspondent à la définition figurant à l'Annexe 2; mais comme indiqué dans le précédent document de la série AIE (AIE/4) présenté par l'Australie, qui traite des mesures de soutien interne relevant de la catégorie verte, la validité de certaines de ces affirmations est incertaine.</p> <p>Les difficultés rencontrées dans l'élaboration de programmes compatibles avec l'Annexe 2 sont en partie dues au fait que diverses mesures de soutien interne définies dans l'Annexe ont différents effets sur le niveau de la production et des échanges. En établissant une meilleure définition des mesures acceptables, il serait important de tenir compte de leur application pratique et de la nécessité pour les Membres de pouvoir vérifier facilement que des mesures sont compatibles avec les critères relatifs à la catégorie verte.</p> <p>Compte tenu de l'importance des mesures de soutien découplées en tant que composantes d'une catégorie verte future, un travail approfondi sur l'identification des mécanismes pleinement découplés ayant des effets de distorsion réellement minimales sur les échanges sera également essentiel. Outre un travail analytique approfondi, un examen de l'expérience des Membres dans ce domaine serait très utile. Le document des États-Unis sur la Loi FAIR de 1996 (AIE/19) présente une analyse de l'expérience de ce Membre dans le processus de découplage des versements de soutien effectués par l'État par rapport au niveau de la production et du commerce des produits agricoles. Les versements tels que les contrats de flexibilité de la production d'une durée de sept ans sont un exemple de mesure de soutien destinée à permettre aux exploitants agricoles de produire en fonction du marché, et non en fonction de signaux non liés aux marchés. S'il est vrai que les versements effectués par les États-Unis sont relativement découplés de la production et des prix, reste à savoir s'ils faussent ou non le marché en raison de leurs effets de réduction des investissements et des risques. Le document AIE/19 illustre également l'effet d'accroissement que peut avoir le découplage du soutien sur l'appui des exploitants agricoles nationaux en faveur de la libéralisation des échanges.</p>

Pays	Observations
Australie (AIE/35, 4 septembre 1998)	<p>Les critères et conditions spécifiques établis suivant les politiques qui sont énoncés à l'Annexe 2 ne sont pas suffisamment précis pour garantir que les mesures admissibles satisfont à la prescription fondamentale selon laquelle leurs effets de distorsion sur les échanges ou sur la production doivent être nuls ou minimes. L'Australie estime qu'il est essentiel de procéder à une analyse détaillée et rigoureuse de toutes les mesures de la catégorie verte autorisées afin de vérifier qu'elles respectent cette prescription fondamentale. S'agissant du soutien du revenu découplé, l'utilisation d'une période de base "définie et fixe" et l'imposition de conditions supplémentaires selon lesquelles les versements admissibles ne peuvent pas être fonction de la production, des prix intérieurs ou internationaux, ou des facteurs de production au cours d'une année suivant la période de base, ni être subordonnés à la production, sont des mécanismes importants pour affaiblir les liens entre le soutien du revenu et la production. Toutefois, il reste possible d'établir les versements sur la base ou en fonction de la production ou des ressources productives pendant la période de base ce qui risque toujours d'entraîner un certain degré de couplage avec les niveaux de production. Il faudrait au moins ajouter une prescription prévoyant que la période de base doit être "représentative" pour limiter davantage ce lien. Il pourrait aussi être utile d'élaborer des critères qui supprimeraient totalement les liens entre les versements et les niveaux de production et favoriseraient le recours aux instruments de soutien du revenu généralement disponibles notamment dans le cadre du régime de sécurité sociale et du régime fiscal. Élaborer des critères d'admissibilité sur la base ou en fonction du revenu total des ménages, qu'ils proviennent ou non de l'exploitation, contribuerait aussi à affaiblir les liens entre les versements au titre du soutien du revenu et la production.</p>
Bulgarie, République tchèque, Hongrie, Pologne, République slovaque et Slovénie (AIE/45, 18 novembre 1998)	<p>L'Accord ne prévoit aucune disposition qui répondrait de façon convenable aux besoins particuliers des Membres qui sont engagés dans un processus de transition vers un véritable système de marché ou qui tentent de consolider les résultats d'un changement économique aussi profond. La seule et unique disposition de l'Accord actuel qui tente de répondre peu ou prou à ces problèmes figure au paragraphe 11 de l'Annexe 2, et prévoit que l'aide à l'ajustement des structures fournies au moyen d'aides à l'investissement s'inscrivant également dans le cadre de la reprivatisation de terres agricoles relève des mesures de la catégorie verte.</p> <p>Même si, à première vue, un éventail relativement large de mesures de la catégorie bleue et de la catégorie verte semblent être utilisables également par les pays en transition ou ayant achevé leur transition, en réalité, les circonstances particulières qui entourent le processus de transition économique rendent souvent ces mesures inutiles pour les raisons suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une part, au vu du grave déclin, voire quelquefois de l'effondrement de la production agricole, l'introduction de programmes visant à limiter la production (catégorie bleue) ou à inciter les producteurs à cesser leur activité ou encourager le retrait de ressources de la production (catégorie verte) n'est certainement pas une option valable car cela ne ferait qu'aggraver encore davantage la situation difficile dans laquelle se trouvent de nombreuses zones de production agricole; - d'autre part, le recours à certaines mesures de la catégorie verte comme le soutien du revenu découplé, les programmes de garantie des revenus et les programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus pré suppose l'existence de périodes de base suffisamment étendues et comparables et de mécanismes administratifs ou privés appropriés, ce qui n'est pas le cas dans la plupart de ces pays.

Pays	Observations
<p>El Salvador, Cuba, Honduras, République dominicaine, Pakistan, Sri Lanka et Zimbabwe (AIE/70, 2 septembre 1999)</p>	<p>Les dispositions de l'Annexe 2 (catégorie verte) sont essentiellement considérées comme ménageant aux pays membres une marge de manœuvre leur permettant de répondre à leurs besoins spéciaux dans le domaine du commerce des produits agricoles. Toutefois, l'expérience de ces dernières années montre que ces dispositions sont probablement plus adaptées aux problèmes et à la situation des pays développés.</p> <p>Des études réalisées par la FAO ont montré que les mesures de la catégorie verte ne sont pas bon marché et, en tant que telles, ne conviennent pas aux gouvernements des pays en développement. De plus, les pays en développement qui sont soumis aux contraintes et aux obligations des programmes d'ajustement structurel ne peuvent recourir à de telles mesures. Les réformes mises en œuvre prévoient moins d'interventions des pouvoirs publics, notamment du point de vue des dépenses budgétaires (Food Policy Vol. 21, n° 4/5 1996; 442).</p> <p>La plupart des mesures de soutien à l'agriculture prises par les pays en développement relèvent actuellement de la catégorie des "services de caractère général". Les mesures relevant de la catégorie des "versements directs aux producteurs" sont beaucoup plus rares dans les pays en développement que dans les pays développés. Cette situation laisse à penser que les mesures de soutien du revenu découplé, en raison du coût administratif élevé qu'elles supposent pour atteindre les objectifs visés, sont relativement onéreuses et difficiles à mettre en œuvre pour les pays en développement.</p> <p>"Il est évident que, dans une large mesure, la liste des mesures de la catégorie verte a été établie en pensant aux pays développés, car le recours à chacune de ces mesures est bien plus fréquent dans les pays développés que dans les pays en développement (Konandreas and Greenfield, Food Policy Vol. 21 n° 4/5, 1996)."</p> <p>Pour la plupart des pays en développement qui ont recours à la catégorie verte, les dépenses à ce titre représentent moins de 5 pour cent du PIB agricole. Dans l'ensemble, il est évident que les flexibilités offertes par ces dispositions faisant intervenir "plus que le marché" n'aident pas particulièrement les pays en développement, en particulier parce qu'un grand nombre de ces programmes nécessitent d'importantes dépenses d'équipement. Des mesures plus adaptées aux pays en développement n'excluraient pas nécessairement les actions nécessitant des dépenses d'équipement mais devraient également faire appel à d'autres principes tels qu'une plus grande flexibilité en matière de réglementation des importations. Dans une telle situation, il est donc urgent d'offrir aux pays en développement des flexibilités plus adaptées à leurs besoins en ce qui concerne les dispositions faisant intervenir "plus que le marché".</p>

Pays	Observations
<p>Canada (AIE/23, 2 juin 1998)</p>	<p>Les critères et conditions de base et les critères et conditions spécifiques suivant les politiques énoncés à l'Annexe 2 de l'<i>Accord sur l'agriculture</i> caractérisent-ils convenablement les mesures de soutien interne qui répondent à la prescription fondamentale, selon laquelle "leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls, ou au plus, minimales"? (La question se pose de savoir si l'Annexe 2, en l'état, garantit pleinement que les attentes <i>a priori</i> concernant la catégorie de mesures de soutien interne sur laquelle l'annexe est censée porter, sont satisfaites.) Essentiellement, deux questions se posent, à savoir: existe-t-il des mesures qui répondent à la prescription fondamentale du paragraphe 1 mais qui ne soient pas pleinement conformes aux critères et conditions spécifiques établis aux paragraphes 2 à 13 et existe-t-il des mesures qui satisferaient aux critères spécifiques de l'un des paragraphes 2 à 13 mais qui pourraient néanmoins avoir des effets sur la production ou des effets de distorsion sur les échanges?</p> <p>Le fait de "découpler" le soutien des décisions de production actuelles garantirait-il toujours qu'un versement aura des effets nuls ou minimales sur la production?</p> <p>L'expérience du Canada indique qu'il est possible de concevoir un instrument de gestion des risques liés au revenu des producteurs qui répartisse les risques du marché entre les producteurs et l'État, qui soit cofinancé par les producteurs et par l'État, qui ne soit pas tributaire des fluctuations des prix ou de la production de certains produits de base et qui ne cause pas, dans les faits, de distorsion de la production ou des échanges. Il se peut toutefois que ce programme parvienne difficilement à satisfaire aux critères précis du paragraphe 7 de l'Annexe 2 concernant la participation de l'État à des programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus, critères qui ont été conçus essentiellement pour des programmes de garantie des revenus financés par l'État.</p> <p>Pour autant que les mesures de soutien interne qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2 soient jugées compatibles avec la réalisation de l'objectif à long terme tel qu'il est énoncé à l'article 20 de l'<i>Accord</i>, on pourrait étudier, dans le cadre du processus d'analyse et d'échange de renseignements, si le maintien des dispositions de l'article 13 a) au-delà de 2003 contribuerait à la poursuite du processus de réforme.</p> <p>Il est pratiquement impossible de découpler totalement les mesures de soutien interne de la production et du commerce. La production, la consommation, le commerce et les prix du marché des produits agricoles et/ou d'autres éléments non agricoles ne peuvent pas être totalement dissociés les uns des autres, et ils seront presque toujours affectés, d'une manière ou d'une autre, par la présence de mesures de soutien interne.</p> <p>Une autre question qu'il convient de se poser est de savoir s'il est souhaitable de maintenir, au-delà de la période de mise en œuvre actuelle, l'exemption des engagements de réduction au titre du paragraphe 1 de l'article 6 de l'<i>Accord sur l'agriculture</i> pour les mesures de soutien qui sont pleinement conformes aux dispositions de l'Annexe 2.</p> <p>L'exemption des engagements de réduction pour les mesures visées à l'Annexe 2 est-elle compatible avec l'objectif à long terme, qui est d'arriver à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection de l'agriculture?</p> <p>Pour autant que les mesures visées à l'Annexe 2 soient jugées compatibles avec l'objectif à long terme énoncé à l'article 20, l'article 13 a) de l'<i>Accord sur l'agriculture</i> joue-t-il encore un rôle dans la poursuite du processus de réforme?</p>

Pays	Observations
Maurice (AIE/51, 10 mars 1999)	Les pays en développement n'ont qu'un recours limité aux dispositions de l'Annexe 2. Les mesures visées aux paragraphes 2 a), 7 et 11 de cette annexe existent dans une certaine mesure à Maurice, mais elles sont financées par les producteurs mauriciens eux-mêmes. Ces dépenses sont donc <i>de facto</i> autres que celles qui sont visées à l'Annexe 2.
Norvège (AIE/22, 2 juin 1998)	La multifonctionnalité de l'agriculture norvégienne est assurée par un ensemble de mesures économiques, législatives et administratives, ainsi que par la formation et la vulgarisation. En 1997, le total des transferts associés aux politiques agricoles s'est monté à 3 milliards de dollars EU. Les dépenses budgétaires nettes se sont montées à 1,7 milliard de dollars EU et ont donc représenté 57 pour cent des transferts, tandis que les transferts en provenance des consommateurs, résultant de la protection aux frontières, ont représenté 43 pour cent du total. Les mesures de la catégorie bleue (essentiellement soutien en fonction de la superficie cultivée et soutien de l'élevage) représentent environ 60 pour cent des dépenses budgétaires tandis que les mesures de la catégorie verte en représentent environ un tiers. Les politiques de MGS représentent essentiellement le reste du soutien budgétaire.
Norvège (AIE/68, 19 septembre 1999)	<p>On présente ici quatre études d'exploitations agricoles norvégiennes, comparant la situation actuelle et celle qui donnerait un scénario "marché mondial seulement" dans lequel toutes les mesures publiques liées à la production (c'est-à-dire les mesures de la catégorie bleue et la Mesure globale du soutien (MGS), y compris la protection à la frontière) ont été remplacées par des mesures de la catégorie verte. Si l'on veut prendre en compte les considérations non commerciales, l'application du deuxième scénario ne semble pas possible en Norvège, pour deux raisons essentielles, qui sont exposées ci-après.</p> <p>Premièrement, les données présentées montrent clairement que le scénario "marché mondial seulement" n'est pas suffisamment incitatif sur le plan financier pour que les agriculteurs continuent à produire à long terme. Compte tenu du niveau des prix mondiaux, les revenus tirés de la production ne couvriraient que 30 à 41 pour cent des coûts de production totaux, ce qui est nettement insuffisant. Deuxièmement, concevoir une solution qui consisterait à cibler directement les mesures, de façon extensive et détaillée, à l'aide des critères nécessaires pour maintenir les fonctions (considérations) non commerciales dans un scénario "marché mondial seulement" ne serait probablement pas faisable et de toute façon impliquerait des coûts d'administration et de contrôle inacceptables.</p> <p>Deuxièmement, alors qu'il a été suggéré de remplacer les mesures liées à la production par des mesures de la catégorie verte qui seraient directement liées à des critères relatifs aux fonctions non commerciales, il apparaît qu'un ciblage aussi extensif et aussi détaillé ne serait probablement pas faisable. Et, plus important, ce ciblage impliquerait des coûts d'administration et de contrôle très élevés, en particulier dans les régions où le secteur agricole comprend de nombreuses petites exploitations.¹ Il est bien sûr souhaitable de cibler au maximum les mesures de soutien. Cependant, il faut certainement mettre en balance d'une part les avantages de la précision et,</p>

¹ Ce ciblage consisterait à coupler directement des mesures publiques découplées de la production agricole et des biens publics ou fonctions non commerciales telles que la biodiversité, le patrimoine culturel ou le paysage agricole. Cependant, si plusieurs Membres de l'OMC ont proposé de remplacer les mesures de soutien et de protection liée à la production par ce type de ciblage extensif, aucun des pays dont l'agriculture exige un soutien substantiel ne l'a encore mis en œuvre. De plus, les modalités pratiques de la mise en place d'un couplage direct des fonctions non commerciales et des mesures de soutien n'ont pas encore été établies.

Pays	Observations
	d'autre part, les coûts d'administration et de contrôle qu'elle entraîne. ² Par conséquent, s'il faut rechercher dans l'élaboration des politiques nationales un certain degré de ciblage, un ciblage trop extensif et détaillé ne semble pas faisable. Il convient de mener des recherches plus approfondies sur ce sujet.
États-Unis (AIE/19, 4 mars 1998)	<p>Les réformes se sont achevées avec la Loi sur l'agriculture de 1990, qui a subordonné les versements directs pour les principaux produits en vrac au respect de certains critères limitant la production. Ce programme révisé de versements a servi de modèle, avec d'autres, pour les versements visés à l'article 6:5 de l'Accord sur l'agriculture. Tandis que la réforme des programmes de soutien des prix se poursuivait, le Département de l'agriculture des États-Unis s'est particulièrement intéressé aux mesures ne se rapportant pas directement à la production comme moyen de répondre aux besoins du secteur agricole. Il s'agissait d'une série de mesures "de la catégorie verte" visant à protéger l'environnement, à promouvoir la conservation et le développement rural, à encourager une production agricole et des industries de transformation efficaces, à stimuler la recherche et à protéger la vie et la santé des hommes, des animaux et des végétaux.</p> <p><u>LOI FAIR DE 1996.</u> La Loi FAIR de 1996 a sensiblement modifié les politiques agricoles menées depuis longtemps par les États-Unis. Ses dispositions serviront de base aux programmes agricoles des États-Unis au cours des campagnes 1996 à 2002. Les plus remarquables concernent le découplage des versements directs de la production et des prix effectifs, et la suppression des prescriptions de mise en jachère. La Loi prévoit en outre d'importantes réformes concernant tous les produits, ainsi que de nombreux autres programmes allant de la protection de l'environnement aux coupons alimentaires. Les dispositions-clés concernant les programmes nationaux de soutien des prix et des revenus sont récapitulées ci-dessous. La réforme la plus radicale introduite par la Loi FAIR a été la suppression du programme de paiements compensatoires pour le blé, les céréales fourragères, le coton et le riz. Au lieu de recevoir des versements fondés sur la différence entre les prix du marché et un prix d'objectif pour une partie de leur production, les agriculteurs qui avaient une superficie cultivée de base admise officiellement au titre du programme reçoivent des versements directs déterminés, appelés versements au titre d'un contrat de flexibilité de la production, qui diminueront progressivement après 1998 jusqu'en 2002. Le montant de ces versements directs est déterminé par la superficie et les rendements antérieurs dans le cadre du programme et ne tient pas compte des plantations existantes. De ce fait, les producteurs ne sont même pas tenus de pratiquer une culture pour recevoir des versements, ces derniers étant ainsi totalement découplés. Les agriculteurs qui reçoivent des versements décideront quelles cultures pratiquer sur la base du profit qu'ils estimeront pouvoir réaliser compte tenu des conditions du marché. Il y a encore certaines conditions à remplir pour pouvoir bénéficier de versements directs. Par exemple, les producteurs doivent respecter certaines prescriptions en matière de conservation ou d'environnement ainsi que certaines restrictions touchant à la production de fruits et de légumes ou à l'utilisation des terres à des fins commerciales non agricoles.</p>

² On trouvera dans l'étude d'Arild Vatn, 1999: *Agricultural policy measures addressing non-trade concerns* une analyse, d'une part, des avantages de la précision et du ciblage et, d'autre part, des coûts administratifs, ainsi qu'une analyse des raisons qui pourraient conduire à différencier, dans une certaine mesure, les mesures de soutien par les prix selon les régions, Agricultural University of Norway, Department of Economics and Social Sciences. 17 pages.

Pays	Observations
	<p>En renforçant l'orientation des producteurs par le marché, en rendant les versements publics largement indépendants des prix des produits agricoles et des décisions en matière de production, et en laissant les producteurs libres de suivre leur propre avantage comparatif, la Loi FAIR a réduit la dépendance vis-à-vis des subventions à l'exportation et converti le soutien interne en mesures "de la catégorie verte". Elle a également rendu les producteurs américains plus tributaires des marchés mondiaux, ce qui accroît l'intérêt qu'ils portent à la pleine mise en œuvre des engagements souscrits dans le cadre de l'OMC et à la poursuite de la réforme multilatérale.</p>
<p>États-Unis (AIE/38, 15 septembre 1998)</p>	<p>Les définitions données à l'Annexe 2 ont remarquablement bien résisté à l'épreuve de trois années de mise en œuvre. Lors des négociations, nous avons peur que ces définitions ne soient trop restrictives et empêchent les pays de mener des activités fondamentales de soutien rural légitimes; ou qu'elles ne soient trop larges et permettent aux pays de dissimuler des subventions à la production sous le libellé des programmes énumérés à l'Annexe 2. Les définitions figurant à l'Annexe 2 ne sont pas trop larges, puisqu'il apparaît que la plupart des mesures notifiées au titre de cette annexe ont des effets de distorsion limités sur les échanges. Chose plus importante, la catégorie verte a permis aux Membres d'accorder un soutien aux agriculteurs tout en réalisant l'objectif à long terme de l'OMC qui est de réduire les distorsions des échanges.</p> <p>Bien qu'il y ait peut-être lieu de préciser les critères énoncés à l'Annexe 2, nous ne voyons pas la nécessité de procéder à des modifications substantielles.</p> <p>Les versements découplés offrent une solution de choix aux pouvoirs publics et, d'après les recherches entreprises par l'OCDE et d'autres organisations, les versements découplés de la production et des prix n'ont pas d'incidence sur les échanges. En outre, une analyse menée par le Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis a démontré que l'octroi d'un soutien du revenu découplé, au lieu de versements directs associés à des mécanismes de contrôle de l'offre, permet aux agriculteurs de mieux répondre aux signaux du marché, ce qui a pour effet d'accroître l'efficacité économique de la production. Le système de contrats de flexibilité de la production ne suppose pas de transferts de la part des consommateurs parce qu'il est financé par des fonds publics et, dès lors que les versements sont découplés des prix, du type de produits ou des facteurs de production, et que les agriculteurs ne sont pas tenus de produire pour bénéficier des versements, ce programme n'a pas pour effet d'apporter un soutien des prix.</p>

Pays	Observations
États-Unis (AIE/64, 22 juin 1999)	<p>L'enjeu, pour tous les Membres de l'OMC, est de trouver un moyen de renforcer le "dispositif de sécurité" pour l'agriculture et de maintenir des communautés rurales viables d'une manière qui permette aux marchés de fonctionner et aux circuits commerciaux de rester ouverts, de sorte que tous les Membres puissent atteindre les objectifs non commerciaux des populations de leur pays. Les dispositions relatives aux mesures de la "catégorie verte" figurant à l'Annexe 2 constituent le meilleur moyen d'arriver à cet équilibre, et elles sont entièrement compatibles avec l'objectif à long terme qui est d'établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché. Ainsi, les dispositions du paragraphe 5 de l'Annexe 2, qui décrivent les conditions dans lesquelles il convient d'effectuer les versements directs, donnent toute latitude pour concevoir des mesures spécialisées et ciblées répondant à de nombreux objectifs non commerciaux.</p> <p>Les dispositions relatives aux mesures de la "catégorie verte" (Annexe 2) de l'Accord sur l'agriculture laissent à un Membre toute la latitude voulue pour adopter une politique intérieure visant à traiter les considérations autres que d'ordre commercial. Nous sommes conscients du fait que des contraintes budgétaires peuvent empêcher certains Membres de tirer le plus grand parti possible de ces dispositions. Nous relevons toutefois que le recours à des mesures qui n'exigent pas de dépenses budgétaires, mais qui ont des effets de distorsion sur la production et les échanges, entraîne des coûts cachés significatifs. Ainsi, le recours à des mécanismes de soutien des prix pour accroître la production fait aussi monter les prix payés par les consommateurs pour acheter des denrées alimentaires, ce qui réduit leur sécurité alimentaire et peut avoir des effets négatifs sur l'environnement du fait d'une utilisation accrue d'intrants et de la dégradation des sols. Ces résultats sont contraires à l'effet voulu. De plus, si ces mesures faussent les échanges, la perte subie par d'autres Membres n'est pas compensée par la réalisation d'objectifs de politique intérieure, quelle qu'en soit la nature.</p>

Annexe 1

Documents communiqués par les Membres

Processus AER

Préparation de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC

WT/GC/W/156	Objectifs du Groupe de Cairns concernant les négociations prescrites sur l'agriculture - Communication de l'Australie
WT/GC/W/170	Agriculture - Communication de la Corée
WT/GC/W/220	Négociations sur l'agriculture - Communication du Japon
WT/GC/W/273	Approche des CE en matière d'agriculture - Communication des Communautés européennes
WT/GC/W/290	Négociations sur l'agriculture - Objectifs des négociations sur l'agriculture: Soutien interne - Communication des États-Unis
WT/GC/W/331	Traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le cadre du commerce mondial des produits agricoles et des négociations prévues - Communication de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande
WT/GC/W/370	Accord sur l'agriculture - Communication de la Jamaïque
WT/GC/W/374	Agriculture - Proposition au titre du paragraphe 9 a) i) et 9 a) ii) de la Déclaration ministérielle de Genève - Communication de Cuba, de l'Égypte, d'El Salvador, du Honduras, de l'Ouganda, de la République dominicaine, de Sri Lanka et du Zimbabwe
AIE/4	Mesures de soutien interne relevant de la "catégorie verte" - Document de l'Australie
AIE/19	Réforme de la politique de soutien interne (Loi fédérale de 1996 sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture) - Document des États-Unis
AIE/22	Considérations autres que d'ordre commercial dans une agriculture multifonctionnelle - Conséquences pour la politique agricole et pour le système commercial multilatéral - Document de la Norvège
AIE/23	Mesures de soutien interne exemptées des engagements de réduction - Canada
AIE/27	Réforme du soutien interne de l'agriculture - Document de l'Australie
AIE/35	Découplage du soutien interne - Document de l'Australie
AIE/38	Soutien interne - Observations concernant les documents AIE/23 et AIE/27 - Document des États-Unis
AIE/51	Multifonctionnalité de l'agriculture dans les petits États insulaires en développement - Communication de Maurice
AIE/64	Le caractère "multifonctionnel" de l'agriculture, la sécurité alimentaire et diverses considérations autres que d'ordre commercial - Document des États-Unis

AIE/68	Ensemble de mesures publiques nécessaires pour prendre en compte les considérations autres que d'ordre commercial dans une agriculture multifonctionnelle - Document de la Norvège
AIE/70	Accord sur l'agriculture: Traitement spécial et différencié - Deuxième note informelle présentée par El Salvador, Cuba, le Honduras, la République dominicaine, le Pakistan, Sri Lanka et le Zimbabwe
Brésil	Déclaration à la réunion du Conseil général des 23 et 24 novembre 1998
Inde	Déclaration à la réunion du Conseil général des 23 et 24 novembre 1998
Japon	Déclaration à la réunion du Conseil général du 24 mars 1999
Norvège	Déclaration à la réunion du Conseil général du 2 février 1999
Turquie	Déclaration à la réunion du Conseil général du 12 avril 1999
Canada	Déclaration à la réunion du Conseil général du 18 août 1999
